

## Règlement modifiant le Règlement 1 sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de la Santé et des Services sociaux\*

Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (L.R.Q., c. M-19.2, a. 8)

**1.** L'article 2 du Règlement 1 sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de la Santé et des Services sociaux est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans le paragraphe 1<sup>o</sup>, des mots « et de l'équipement » par les mots «, de l'équipement et des ressources informationnelles » ;

2<sup>o</sup> par le remplacement, dans le paragraphe 4<sup>o</sup>, des mots « M. Jean Turcotte » par les mots « madame Nicole Laliberté » ;

3<sup>o</sup> par le remplacement, dans le paragraphe 5<sup>o</sup>, du mot « des » par les mots « générale adjointe aux ».

**2.** L'article 2.1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « et de l'équipement ou le directeur de la Direction du budget et des ressources matérielles » par les mots «, de l'équipement et des ressources informationnelles ou le directeur général adjoint de la Direction générale adjointe au budget ».

**3.** Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

47296

Gouvernement du Québec

### Décret 1087-2006, 29 novembre 2006

Loi sur la qualité de l'environnement  
(L.R.Q., c. Q-2)

#### Qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels

CONCERNANT le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels

ATTENDU QUE les paragraphes *a* et *b* de l'article 46, les paragraphes *a* et *f* de l'article 87 et les articles 109.1 et 124.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) confèrent au gouvernement le pouvoir de réglementer les matières qui y sont énoncées ;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 124 de la Loi sur la qualité de l'environnement et aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 26 octobre 2005 avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement après un délai de 60 jours à compter de cette publication ;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement avec modifications, compte tenu des commentaires reçus à la suite de la publication à la *Gazette officielle du Québec* ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

QUE soit édicté le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels, annexé au présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

\* Les dernières modifications au Règlement 1 sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de la Santé et des Services sociaux, édicté par le décret n<sup>o</sup> 420-93 du 24 mars 1993 (1993, *G.O.* 2, 2504), ont été apportées par le règlement édicté par le décret n<sup>o</sup> 89-2006 du 22 février 2006 (2006, *G.O.* 2, 1245). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2006, à jour au 1<sup>er</sup> septembre 2006.

## Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels

Loi sur la qualité de l'environnement  
(L.R.Q., c. Q-2, a. 46, par. a et b, a. 87, par. a et f,  
a. 109.1 et 124.1)

### CHAPITRE I

OBJET, CHAMP D'APPLICATION ET  
INTERPRÉTATION

**1.** Le présent règlement a pour objet d'établir des normes relatives à la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels visés à l'article 2, intérieurs ou extérieurs, exploités pour la baignade, les jeux, les sports ou la détente.

**2.** Le présent règlement s'applique aux piscines et autres bassins artificiels qui sont accessibles au public en général ou à un groupe restreint du public tels que ceux de l'État, des municipalités, des établissements d'enseignement ou des organismes sans but lucratif ou que ceux destinés aux usagers des établissements touristiques, des centres sportifs ou des parcs aquatiques.

Il s'applique également aux piscines et autres bassins artificiels privés qui sont accessibles exclusivement aux résidents d'immeubles ou de parcs de maisons mobiles, ainsi qu'à leurs invités.

**3.** Le présent règlement ne s'applique pas aux piscines résidentielles prévues pour l'usage d'une famille unique ni aux autres piscines ou bassins artificiels qui sont :

1° utilisés uniquement à des fins médicales, de réadaptation ou de rituel religieux ;

2° des bains spécialisés tels que des bains flottants, d'algues ou de boue ;

3° des bassins temporaires utilisés uniquement à des fins de compétitions internationales ;

4° des fontaines ou des jeux d'eau directement reliés à un réseau d'aqueduc, sans recirculation d'eau et dont l'accumulation d'eau est inférieure à 5 cm ;

5° des bassins installés à des fins architecturales ou ornementales ;

6° des lacs artificiels.

**4.** Pour l'application du présent règlement, « bassin » s'entend des piscines et autres bassins artificiels dont les pataugeoires et les bains tourbillons. Les jeux d'eau sont compris parmi les bassins.

Le « responsable d'un bassin » s'entend de tout propriétaire ou exploitant d'une piscine ou autre bassin artificiel visé par le présent règlement.

### CHAPITRE II

NORMES DE QUALITÉ DE L'EAU

**5.** La qualité microbiologique et physico-chimique de l'eau dans les bassins doit être conforme aux normes suivantes :

PARAMÈTRES MICROBIOLOGIQUES	
Paramètres	Normes
Coliformes fécaux	< 1 UFC/100 ml
<i>Escherichia coli</i>	< 1 UFC/100 ml
<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	< 1 UFC/100 ml
<i>Staphylococcus aureus</i>	< 30 UFC /100 ml
PARAMÈTRES PHYSICO-CHIMIQUES	
Paramètres	Normes
Alcalinité	60 à 150 mg/l CaCO <sub>3</sub>
Chloramines	bassins intérieurs ≤ 0,5 mg/l bassins extérieurs ≤ 1,0 mg/l
Désinfectant résiduel	
Chlore libre	bassins intérieurs 0,8 à 2,0 mg/l bassins extérieurs 0,8 à 3,0 mg/l
Brome total	2,0 à 5,0 mg/l
Ozone	0,0 mg/l
Dureté	150 à 400 mg/l CaCO <sub>3</sub>
pH	7,2 à 7,8
Turbidité	≤ 1,0 UTN

Pour l'application du présent règlement, la teneur en chloramines est la différence entre la mesure du chlore résiduel total et celle du chlore résiduel libre.

Lorsque l'acide cyanurique est utilisé durant la désinfection de l'eau d'un bassin extérieur, le même pouvoir de désinfection résiduelle doit être obtenu. Cet acide ne peut être utilisé dans les bassins intérieurs et sa valeur ne doit pas dépasser 60 mg/l.

Lorsqu'un désinfectant autre que le chlore ou le brome est utilisé, il doit offrir le même pouvoir de désinfection résiduelle. Un tel produit doit être homologué ou certifié par Santé Canada.

Lorsque des lampes ultraviolettes (UV) ou de l'ozone sont utilisés pour le traitement de l'eau, le pouvoir de désinfection résiduelle doit être obtenu à l'aide d'un autre agent de désinfection.

Lorsqu'un appareil de mesure du potentiel d'oxydo-réduction (POR) est utilisé, la valeur mesurée doit être supérieure à 700 mV.

Lorsque de l'eau de mer est utilisée pour le remplissage d'un bassin, l'alcalinité, la dureté, le pH et le désinfectant résiduel doivent être ajustés de façon à obtenir le même pouvoir désinfectant qu'avec les normes fixées au présent article.

**6.** Lorsque la température de l'eau d'un bassin excède 35 °C, les normes de l'article 5 s'appliquent, sauf celles relatives au chlore, au brome et au POR, qui sont les suivantes :

Paramètres	Normes
Désinfectant résiduel	
Chlore libre	2,0 à 3,0 mg/l
Brome total	3,0 à 5,0 mg/l

Lorsqu'un appareil de mesure du potentiel d'oxydo-réduction (POR) est utilisé, la valeur mesurée doit être supérieure à 750 mV.

**7.** La limpidité de l'eau d'un bassin doit faire en sorte que la surface circulaire noire prévue à l'article 12 du Règlement sur la sécurité dans les bains publics (R.R.Q., 1981, c. S-3, r.3) soit visible à partir de tout point de la promenade situé à 9 mètres de cette surface.

Le présent article ne s'applique pas aux bains tourbillons ni aux pataugeoires.

**8.** Le responsable d'un bassin de type «empli-vide», sans système de circulation d'eau, doit le vider et le désinfecter quotidiennement avant de le remplir et de l'utiliser de nouveau. Il doit faire de même à la suite de tout accident vomitif ou fécal.

Les dispositions des articles 5 à 7 et celle des chapitres III et IV ne s'appliquent pas à ces bassins.

### CHAPITRE III CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DE L'EAU

#### SECTION I NATURE ET FRÉQUENCE DES PRÉLÈVEMENTS

**9.** Le responsable d'un bassin accessible au public en général ou à un groupe restreint du public ou d'un bassin privé destiné à plus de 50 unités à usage d'habitation

d'immeubles ou de parcs de maisons mobiles doit prélever ou faire prélever des échantillons d'eau à des fins d'analyse sur place des paramètres physico-chimiques suivants, aux fréquences minimales correspondantes :

PRÉLÈVEMENTS	
Paramètres	Fréquences
alcalinité	1 fois/semaine.
désinfectant résiduel (seule la mesure des désinfectants utilisés est obligatoire)	avant et après chaque période d'ouverture et aux trois heures durant l'ouverture
chloramines (seulement lorsque le chlore est utilisé)	avant, au milieu et après chaque période d'ouverture
pH	avant, au milieu et après chaque période d'ouverture
limpidité	avant, au milieu et après chaque période d'ouverture
température de l'eau	avant, au milieu et après chaque période d'ouverture

Lorsqu'un appareil de mesure et d'enregistrement en continu est installé, le responsable du bassin doit effectuer au moins une mesure manuelle avant l'ouverture, au milieu de la période d'ouverture et lors de la fermeture à des fins de comparaison.

**10.** Le responsable d'un bassin accessible au public en général ou à un groupe restreint du public ou d'un bassin privé destiné à plus de 50 unités à usage d'habitation d'immeubles ou de parcs de maisons mobiles doit aussi prélever ou faire prélever des échantillons d'eau pour le contrôle des bactéries coliformes fécales, ou *Escherichia coli*, et de la turbidité.

Ces échantillons sont prélevés à la fréquence minimale d'une fois aux deux semaines d'exploitation pour les bassins extérieurs et d'une fois aux quatre semaines d'exploitation pour les bassins intérieurs, à un intervalle minimal de 10 jours entre chaque prélèvement, durant la période d'ouverture du bassin. De plus, dans le cas des bassins extérieurs remplis avec une eau ne respectant pas toutes les normes bactériologiques du Règlement sur la qualité de l'eau potable, édicté par le décret n<sup>o</sup> 647-2001 du 30 mai 2001, les premiers résultats des analyses microbiologiques doivent être disponibles au moment de l'ouverture de la saison.

**11.** Le responsable d'un bassin privé destiné à plus de 9 mais à moins de 51 unités à usage d'habitation d'immeubles ou de parcs de maisons mobiles doit prélever ou faire prélever des échantillons d'eau à des

fins d'analyse sur place du pH et du désinfectant résiduel, au minimum deux fois par jour, avant l'ouverture du bassin et au milieu de la période d'ouverture.

**12.** S'il est des motifs de soupçonner la non-conformité des eaux mises à la disposition des utilisateurs avec les normes de qualité établies au chapitre II, le responsable du bassin concerné est tenu de prendre dans les meilleurs délais possibles les mesures propres à permettre une vérification adéquate de la qualité de ces eaux.

## SECTION II MÉTHODES DE PRÉLÈVEMENTS, DE CONSERVATION, D'ANALYSE ET DE TRANSMISSION

**13.** Les échantillons d'eau exigés par le présent chapitre doivent être prélevés et conservés ainsi qu'analysés sur place ou transmis, selon le cas, conformément aux méthodes décrites dans le guide intitulé «Méthodes de prélèvement, de conservation et d'analyse des échantillons relatifs à l'évaluation de la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels», publié par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

**14.** Les échantillons d'eau prélevés en vertu des articles 10 ou 12, selon le cas, doivent être transmis, pour analyse, à des laboratoires accrédités par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs en vertu de l'article 118.6 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

Doivent être transmis avec ces échantillons, les formulaires de demande d'analyse fournis par ces laboratoires et dûment remplis.

Le laboratoire concerné doit transmettre au responsable du bassin concerné les résultats de l'analyse de ces échantillons dans les quinze jours qui suivent la date du prélèvement.

## CHAPITRE IV NON-CONFORMITÉ DE L'EAU AUX NORMES DE QUALITÉ

**15.** Le laboratoire accrédité qui effectue l'analyse d'un échantillon d'eau doit communiquer immédiatement au responsable du bassin concerné tout résultat révélant que l'eau ne respecte pas une norme microbiologique.

**16.** Lorsque l'eau d'un bassin ne respecte pas l'une des normes de qualité prévues au chapitre II, le responsable du bassin doit prendre les mesures nécessaires

pour remédier à la situation. Il doit notamment vérifier si l'entretien et l'opération de son système sont adéquats et, au besoin, rectifier le niveau de désinfectant résiduel de l'eau.

De plus, si l'analyse d'un échantillon montre que l'eau contient des bactéries en concentration supérieure aux normes fixées à l'article 5, le responsable du bassin doit, dans les 24 heures suivant l'obtention des résultats, prélever ou faire prélever un deuxième échantillon pour vérifier de nouveau la présence du micro-organisme détecté.

**17.** Le responsable d'un bassin doit faire sortir immédiatement toutes les personnes de l'eau et fermer l'accès du bassin concerné lorsque des événements tels que des accidents fécaux, vomitifs ou autres, des défaillances dans l'équipement de traitement de l'eau ou toute autre panne d'infrastructure, peuvent dégrader la qualité des eaux et exposer les êtres humains aux souillures ou à la contamination.

Il doit faire de même dans les situations suivantes :

1<sup>o</sup> présence de bactéries en concentration supérieure aux normes fixées à l'article 5 lors du deuxième prélèvement visé au deuxième alinéa de l'article 16;

2<sup>o</sup> présence de chlore résiduel libre supérieur à 5,0 mg/l;

3<sup>o</sup> présence de chloramines au-delà de 1,0 mg/l durant plus de 24 heures;

4<sup>o</sup> présence de turbidité supérieure à 5 UTN;

5<sup>o</sup> présence de chlore résiduel libre inférieur à 0,3 mg/l ou de brome résiduel total inférieur à 0,6 mg/l.

**18.** Lors d'un accident vomitif ou fécal, le responsable du bassin doit, après avoir fait sortir toutes les personnes de l'eau et fermé l'accès du bassin concerné, augmenter la teneur en chlore résiduel libre aux valeurs suivantes :

1<sup>o</sup> pour des selles liquides à au moins 10,0 mg/l durant 16 heures ou à au moins 20,0 mg/l durant 8 heures;

2<sup>o</sup> pour des selles solides ou des vomissements à au moins 2,0 mg/l durant 0,5 heure.

Après cette période, l'accès au bassin peut être permis à nouveau dès que les valeurs du désinfectant résiduel et du pH sont conformes aux normes établies au chapitre II.

Toute autre combinaison équivalente du produit de la concentration d'un désinfectant résiduel (mg/l) par le temps de contact (heures) est acceptée.

**19.** Lors de défaillances dans l'équipement de traitement de l'eau ou toute autre panne d'infrastructure, le responsable du bassin peut y redonner accès dès que les paramètres analysés en vertu de l'article 9 respectent les normes établies au chapitre II.

Dans les autres cas, le responsable du bassin peut y redonner accès dès que les paramètres ayant causé le dépassement redeviennent conformes aux normes de qualité prévues au chapitre II.

#### CHAPITRE V TENUE D'UN REGISTRE

**20.** Le responsable d'un bassin accessible au public en général ou à un groupe restreint du public ou d'un bassin privé destiné à plus de 9 unités à usage d'habitation d'immeubles ou de parcs de maisons mobiles doit tenir un registre, contenant notamment les renseignements suivants :

1° les résultats des contrôles effectués en vertu des articles 9 à 12, selon le cas ;

2° l'identification du bassin, la date à laquelle les contrôles ont été effectués, le nom des personnes qui les ont effectués et les coordonnées du responsable du bassin ;

3° le nombre total de baigneurs au cours de la journée ;

4° tout renseignement relatif aux événements prévus aux articles 17 à 19.

**21.** Chaque personne ayant effectué les contrôles requis en vertu des articles 9, 11 ou 12 doit inscrire les résultats au registre et attester, à même le registre, qu'elle a prélevé, conservé et analysé, conformément au présent règlement, les échantillons destinés à l'analyse sur place.

Elle doit également attester, à même le registre, qu'elle a prélevé, conservé et transmis, conformément au présent règlement, les échantillons requis en vertu des articles 10 ou 12 et que tous les résultats transmis en vertu de l'article 14 ont été annexés au registre.

Le responsable du bassin doit s'assurer que les inscriptions et attestations faites au registre sont conformes aux exigences du présent article.

**22.** Le registre et les rapports du laboratoire sont conservés durant une période minimale de deux ans et ils sont tenus à la disposition du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et du

directeur de la santé publique de la région concernée. Le registre des 30 derniers jours doit être affiché de manière à ce que toute personne intéressée puisse en prendre connaissance.

#### CHAPITRE VI DISPOSITIONS PÉNALES

**23.** Quiconque, en violation des articles 5, 6 ou 7, met à la disposition d'un utilisateur une eau qui ne satisfait pas aux normes de qualité établies au chapitre II se rend passible :

1° dans le cas d'une personne physique, d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$ ;

2° dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 2 000 \$ à 20 000 \$.

**24.** Le responsable du bassin qui contrevient à l'un des articles 8 à 13, au premier ou au deuxième alinéa de l'article 14, à l'article 20, au troisième alinéa de l'article 21 ou à l'article 22 est passible :

1° dans le cas d'une personne physique, d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$ ;

2° dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 2 000 \$ à 20 000 \$.

**25.** Le responsable du bassin qui contrevient à l'un des articles 16 à 19 est passible :

1° dans le cas d'une personne physique, d'une amende de 2 000 \$ à 20 000 \$ ;

2° dans le cas d'une personne morale, d'une amende de 4 000 \$ à 40 000 \$.

**26.** La personne qui contrevient au premier ou au deuxième alinéa de l'article 21 est passible d'une amende de 100 \$ à 300 \$.

**27.** Le laboratoire qui contrevient au troisième alinéa de l'article 14 ou à l'article 15 est passible d'une amende de 2 000 \$ à 20 000 \$.

**28.** En cas de récidive, les amendes prévues au présent chapitre sont portées au double.

#### CHAPITRE VII DISPOSITIONS DIVERSES

**29.** L'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement ne s'applique pas aux systèmes ou aux dispositifs de traitement de l'eau des piscines et autres bassins artificiels visés par le présent règlement.

**30.** Le présent règlement s'applique notamment aux immeubles compris dans une aire retenue pour fins de contrôle ou dans une zone agricole établie suivant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., c. P-41.1).

**31.** Le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs doit, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2012, et par la suite tous les cinq ans faire rapport au gouvernement sur l'opportunité de modifier le présent règlement compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment.

Ce rapport est rendu disponible au public au plus tard 15 jours après sa transmission au gouvernement.

**32.** Le présent règlement remplace le Règlement sur les pataugeoires et les piscines publiques (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.17).

**33.** Le présent règlement entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

47297

Gouvernement du Québec

## **Décret 1092-2006, 29 novembre 2006**

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme  
(L.R.Q., c. A-19.1)

### **Île de Montréal**

#### **— Schéma d'aménagement en vigueur sur le territoire**

#### **— Modifications**

CONCERNANT la modification du schéma d'aménagement en vigueur sur le territoire de l'île de Montréal

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec entend procéder à la réalisation du projet de parachèvement de l'autoroute 25 dans la région métropolitaine de Montréal;

ATTENDU QUE, en vertu des articles 150 et 157 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), le ministère des Transports ne peut réaliser le projet de parachèvement de l'autoroute 25 que si cette intervention est réputée conforme aux objectifs des schémas d'aménagement en vigueur sur le territoire de l'île de Montréal et celui de la Ville de Laval;

ATTENDU QUE le 8 novembre 2005, un avis d'intervention a été adressé par le ministre des Transports à la Ville de Laval et à la Ville de Montréal, en vertu des articles 149, 150 et 157 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QUE le 30 novembre 2005, le Conseil exécutif de la Ville de Laval a adopté une résolution, à l'effet que le projet de parachèvement de l'autoroute 25 était conforme au schéma d'aménagement en vigueur sur son territoire;

ATTENDU QUE, en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001), le schéma d'aménagement adopté par la Communauté urbaine de Montréal est sous la responsabilité du conseil d'agglomération de Montréal;

ATTENDU QUE le 2 mars 2006, le conseil d'agglomération de Montréal a adopté une résolution, à l'effet que le projet de parachèvement de l'autoroute 25 n'était pas conforme aux objectifs du schéma d'aménagement en vigueur sur son territoire;

ATTENDU QUE le 29 mars 2006, conformément au deuxième alinéa de l'article 267 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et par l'arrêté ministériel numéro 251144, la ministre des Affaires municipales et des Régions a autorisé le ministre des Transports à exercer les pouvoirs prévus aux articles 153 à 156 de cette loi;

ATTENDU QUE le 26 avril 2006, le ministre des Transports a demandé au conseil d'agglomération de Montréal de modifier le schéma d'aménagement en vigueur sur le territoire de l'île de Montréal afin de rendre le projet de parachèvement de l'autoroute 25 conforme aux objectifs de ce schéma d'aménagement;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 155 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, le conseil d'agglomération de Montréal devait, dans les 90 jours suivant la demande, adopter un règlement modifiant ainsi ce schéma d'aménagement;

ATTENDU QUE le conseil d'agglomération de Montréal a fait défaut d'adopter, dans le délai imparti, un règlement modifiant ce schéma d'aménagement;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 156 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, le gouvernement peut se substituer au conseil d'agglomération de Montréal pour modifier le schéma d'aménagement en vigueur sur le territoire de l'île de Montréal afin de rendre le projet conforme aux objectifs de ce schéma d'aménagement;

ATTENDU QUE, conformément à la procédure définie à l'article 156 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, des assemblées publiques de consultation ont été tenues les 19 et 20 septembre 2006;